

FACS ET LABOS EN LUTTE

Contre la destruction du service public de l'enseignement et de la recherche

Contre la marchandisation des savoirs

Contre la mise en concurrence généralisée

Pour des postes et des moyens dans les facs et les labos

Nous sommes ici dans un lieu emblématique de la **destruction du système de recherche publique** et de sa mise au service de l'entreprise. Se rencontrent à ces journées les idéologies moisies de la **compétition généralisée** et de la start-up nation.

Depuis sa création par la droite en 2005 :

- L'**Agence nationale de la recherche** (ANR) met en **concurrence** les chercheurs-e-s là où les équipes devraient collaborer pour produire ensemble une recherche pour le bien commun.

- L'ANR **coûte absurdement cher en frais d'administration et d'évaluation**, et plus grave encore en temps perdu à rédiger des milliers de projets en vain, tout ça pour couvrir d'argent les « meilleur-e-s ».

- L'ANR **assèche les financements** récurrents, alors que les universités subissent **plus grand plan social de leur histoire** avec un effondrement des postes de titulaires dans toutes les catégories de personnels.

Avec l'ANR, c'est le triomphe du **darwinisme social** cher à Antoine Petit, le PDG du CNRS. Sauf qu'avec la subordination de la recherche à « l'innovation », ce n'est pas la sélection naturelle, mais la **sélection par les capitalistes, la loi du profit maximal** !

Ce gouvernement, comme les précédents, soumet la recherche aux **intérêts privés**, en distribuant le **crédit impôt recherche sans contrôle** et en tentant de mettre les facs et les labos au service du patronat.

Alors oui, on cherche bien, dans la Start-up Nation :

ce qu'on cherche, c'est transformer les fonds publics en profits privés !

FACS ET LABOS EN LUTTE

Contre la destruction du service public de l'enseignement et de la recherche

Contre la marchandisation des savoirs

Contre la mise en concurrence généralisée

Pour des postes et des moyens dans les facs et les labos

Nous sommes ici dans un lieu emblématique de la **destruction du système de recherche publique** et de sa mise au service de l'entreprise. Se rencontrent à ces journées les idéologies moisies de la **compétition généralisée** et de la start-up nation.

Depuis sa création par la droite en 2005 :

- L'**Agence nationale de la recherche** (ANR) met en **concurrence** les chercheurs-e-s là où les équipes devraient collaborer pour produire ensemble une recherche pour le bien commun.

- L'ANR **coûte absurdement cher en frais d'administration et d'évaluation**, et plus grave encore en temps perdu à rédiger des milliers de projets en vain, tout ça pour couvrir d'argent les « meilleur-e-s ».

- L'ANR **assèche les financements** récurrents, alors que les universités subissent **plus grand plan social de leur histoire** avec un effondrement des postes de titulaires dans toutes les catégories de personnels.

Avec l'ANR, c'est le triomphe du **darwinisme social** cher à Antoine Petit, le PDG du CNRS. Sauf qu'avec la subordination de la recherche à « l'innovation », ce n'est pas la sélection naturelle, mais la **sélection par les capitalistes, la loi du profit maximal** !

Ce gouvernement, comme les précédents, soumet la recherche aux **intérêts privés**, en distribuant le **crédit impôt recherche sans contrôle** et en tentant de mettre les facs et les labos au service du patronat.

Alors oui, on cherche bien, dans la Start-up Nation :

ce qu'on cherche, c'est transformer les fonds publics en profits privés !

Nos recherches appartiennent à toutes et servent le bien commun, pas les entreprises capitalistes !

La loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR) en préparation serait une étape majeure de ce processus de destruction du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche. Les premières annonces d'Emmanuel Macron à l'occasion des 80 ans du CNRS promettent **plus de mandarinat, plus de précarité, plus d'inégalités** entre les établissements et les personnels, et toujours plus d'argent pour les entreprises privées. La LPPR c'est :

- la création de **nouveaux contrats précaires** (dont des « CDI-chantier », pour le temps limité d'un projet) ;
- le contournement de la qualification pour certains établissements favorisés ;
- **l'individualisation des carrières, l'évaluation généralisée** et la modulation de service pour les enseignant-e-s-chercheur-e-s ;
- le renforcement de la logique d'appels à projets comme mode unique de financement de la recherche et **augmentation de la concurrence** entre unités de recherche, etc.

De la LRU à Parcoursup, c'est partout la même **idéologie** de la **compétition** entre étudiant.e.s, entre universités, entre laboratoires, entre chercheurs.e.s. Et on l'a vu avec les **déclassements** à répétition au CNRS, notamment d'Akim Oualhaci : la mise en **concurrence généralisée** et la réduction massive des postes favorisent les **discriminations** sous toutes leurs formes, notamment de genre, de classe, d'âge ou ethno-raciales. Voilà le fond de la « **loi inégalitaire et darwinienne** » (dixit Antoine Petit) que le gouvernement nous prépare !

Pour nous organiser face à la LPPR et contre la réforme des retraites, nous sommes en grève reconductible depuis le 5 décembre et nous appelons à une coordination de l'Enseignement supérieur et de la recherche en lutte le samedi 14 décembre.

Vive le service public de la recherche, vive l'université ouverte !

Canal Telegram : <https://t.me/mobilisationESR>

Facebook : Pour l'emploi et les conditions de travail dans l'ESR

Site : universiteouverte.org

Nos recherches appartiennent à toutes et servent le bien commun, pas les entreprises capitalistes !

La loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR) en préparation serait une étape majeure de ce processus de destruction du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche. Les premières annonces d'Emmanuel Macron à l'occasion des 80 ans du CNRS promettent **plus de mandarinat, plus de précarité, plus d'inégalités** entre les établissements et les personnels, et toujours plus d'argent pour les entreprises privées. La LPPR c'est :

- la création de **nouveaux contrats précaires** (dont des « CDI-chantier », pour le temps limité d'un projet) ;
- le contournement de la qualification pour certains établissements favorisés ;
- **l'individualisation des carrières, l'évaluation généralisée** et la modulation de service pour les enseignant-e-s-chercheur-e-s ;
- le renforcement de la logique d'appels à projets comme mode unique de financement de la recherche et **augmentation de la concurrence** entre unités de recherche, etc.

De la LRU à Parcoursup, c'est partout la même **idéologie** de la **compétition** entre étudiant.e.s, entre universités, entre laboratoires, entre chercheurs.e.s. Et on l'a vu avec les **déclassements** à répétition au CNRS, notamment d'Akim Oualhaci : la mise en **concurrence généralisée** et la réduction massive des postes favorisent les **discriminations** sous toutes leurs formes, notamment de genre, de classe, d'âge ou ethno-raciales. Voilà le fond de la « **loi inégalitaire et darwinienne** » (dixit Antoine Petit) que le gouvernement nous prépare !

Pour nous organiser face à la LPPR et contre la réforme des retraites, nous sommes en grève reconductible depuis le 5 décembre et nous appelons à une coordination de l'Enseignement supérieur et de la recherche en lutte le samedi 14 décembre.

Vive le service public de la recherche, vive l'université ouverte !

Canal Telegram : <https://t.me/mobilisationESR>

Facebook : Pour l'emploi et les conditions de travail dans l'ESR

Site : universiteouverte.org